

## LES CINQUANTE ANS DU COMPLEXE DE LACQ

En prenant la décision, fin 1952, d'exploiter le gisement de gaz de Lacq profond, décision confirmée en 1955 avec la mise au point des acier spéciaux résistants à la corrosion fissurante, les dirigeants de la SNPA savaient qu'elle allait non seulement bouleverser l'économie locale, mais avoir des conséquences structurantes à long terme dans toute la région et même dans la France entière.

Ce sera, par exemple, la découverte et le début des utilisations du gaz méthane progressivement dans toute la France –"le gaz naturel est arrivé"- avec la création et le développement du réseau national de transport et de stockage, via la SNGSO et la CEFEM, en rappelant que pendant de très nombreuses années Lacq a assuré l'essentiel de la fourniture de ce gaz.

Ce sera le développement de l'agglomération paloise dont les différents recensements font apparaître un accroissement significatif de l'augmentation de la population à partir de celui de 1959.

Concernant la ville de Pau, deux conséquences structurantes méritent d'être soulignées.

La première est l'évolution de la base paloise de la SNPA: grâce aux ressources financières dégagées par les gisements de Lacq qui ont entraîné l'expansion internationale de la société, cette base orientée à l'origine sur ces gisements est peu à peu devenue la base d'exploration production de pétrole et de gaz dans le monde entier. Ce rôle confirmé lors de la création d'Elf Aquitaine l'a été ultérieurement par Total. Pau est ainsi devenue, aujourd'hui, la capitale pétrolière de la France et peut-être de l'Europe, totalement indépendante de l'exploitation de Lacq et donc de l'épuisement du gisement.

La deuxième est la création de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), qui compte aujourd'hui quelque douze mille étudiants, initiée à la suite d'une demande des dirigeants de la SNPA au maire de Pau.

Mais c'est bien évidemment d'abord au plan local(1) que ces conséquences seront les plus visibles avec la création ex nihilo du complexe de Lacq.

En 1951, lors de la découverte de Lacq profond, les vingt quatre communes(2) qui deviendront plus tard la zone de Lacq se présentent comme un ensemble de villages ruraux de quelques dizaines à quelques centaines d'habitants, avec un gros bourg, Monein, qui en compte un peu plus de trois mille. Mourenx en présente environ deux cents. L'activité est essentiellement agricole, maïs et élevage dans la plaine du gave, polyculture sur les coteaux. Au recensement de 1954, cet ensemble compte 11 175 habitants.

Extraire le gaz et le traiter étant décidé, il fallait aussi le vendre et cela était loin d'être évident. Les dirigeants de la SNPA conclurent pour trente ans un accord de vente à prix très préférentiel avec EDF et le groupe Péciney/Ugine pour la construction d'une centrale électrique et d'une usine de production d'aluminium par électrolyse de la bauxite. Par ailleurs il encouragèrent l'installation d'industries transformatrices du méthane à proximité de Lacq en consentant, pour une durée de quinze ans, une réduction de un franc par m<sup>3</sup> de gaz, dite "Franc du Sud Ouest", devenue Centime du Sud Ouest après le changement de monnaie en 1960.

D'où la naissance du Complexe industriel de Lacq dont la construction fut très rapide ainsi qu'en témoignent les principaux faits et dates rappelés ci dessous:

- ouverture du chantier de construction de l'Usine de Lacq (UdL) de la SNPA en fin 1955,

- démarrage de la première tranche de traitement de gaz en avril 1957, suivi de ceux des deuxième (1958), troisième (1959) et quatrième (1960) tranches,
- couplage de la première tranche (de 125 MW) de la centrale EDF d'Artix en 1959, suivi de ceux des deuxième et troisième tranches et de l'usine d'aluminium de Péchiney en 1960
- démarrage d'Aquitaine Chimie en 1960 et d'Azolacq en 1961,
- démarrage de la pétrochimie de l'UdL avec l'unité Ethylène 1 en 1960, suivi de celui des unités benzène (1962), cyclohexane et styrène (1963), éthylène 2 (1964),
- démarrages des usines Ethylène Plastique (polyéthylène) et Aquitaine Plastique (polystyrène) de Mont en 1961 et 1963,

Ainsi en moins de huit ans, la structure générale du complexe de Lacq est presque achevée: la zone rurale est devenue une zone industrielle employant en 1963 4 654 personnes dont 3 333 dans les usines de production du complexe et 1 321 dans les entreprises de services industriels qui gravitent autour, après avoir connu une pointe à plus de 7 000 personnes au plus fort de la construction en 1959.

Dans le même temps, cette zone va compter environ 27 000 habitants dont 11 125 à Mourenx (juin 1964), cette ville nouvelle dont le principe de la construction avait été décidé en 1956 –"Il fallait bien loger les personnels travaillant dans le complexe"- et le choix de l'emplacement arrêté en mars 1957, suivi d'un début des travaux en septembre. Cette ville comptait 7 600 habitants en mai 1961(3).

Au cours des années qui ont suivi, tout en conservant l'essentiel des structures d'origine et de façon beaucoup moins spectaculaire, le complexe de Lacq ne cesse de se transformer.

Ainsi la capacité de traitement de gaz brut de l'UdL qui était de 22,4 million de m<sup>3</sup> par jour dès le début des années 1960 est portée à plus de 33 avec la mise en exploitation des gisements de gaz de Meillon et Saint-Faust et le démarrage d'une cinquième tranche; une petite partie de l'hydrogène sulfuré contenu dans le gaz brut est valorisé avec le développement de la thiochimie; de nouvelles unités spécifiques, oléum et cyclododécane, sont démarrées pour alimenter l'usine de Mont d'Aquitaine Organico (AO, qui a pris la suite du département Aquitaine Plastique de la SNPA) en produits nécessaires à la fabrication du lauryllactame. Puis, à partir de 1985 avec l'épuisement des gisements de Meillon Saint-Faust et la diminution du débit de gaz de Lacq, commence l'inéluctable phase de réduction de l'activité avec la fermeture progressive d'unités de traitement de gaz et de chimie.

Parallèlement l'usine AO de Mont, qui deviendra ATO, Atochem, Atofina puis Arkema crée des ateliers de copolymères du styrène, de polyéthylène, de lauryllactame et de polyamide 12.

Des usines ont été fermées: Ethylène Plastique en 1978 (en raison du non renouvellement du contrat de fourniture d'éthylène), la centrale EDF en 1987 (ne présentant plus aucun intérêt économique après la fin du contrat de fourniture de gaz), puis l'usine d'aluminium de Péchiney en 1991.

D'autres ont changé de nom et rationalisé leurs productions:

ainsi Aquitaine Chimie qui produisait notamment de l'acétaldéhyde, du méthanol et du chlorure de vinyle (à partir de chlore importé du sud est de la France) est devenue successivement Rhône Poulenc, Pardies Acétique, Acetex Chimie devenue ensuite Celanese Chemical (filiale d'un groupe américain) et fabriquait de l'acide acétique et de l'acétate de vinyle avant sa fermeture en 2011;

Azolacq spécialisée dans les engrais azotés (nitrate d'ammonium) est devenue Cofaz Hydro Agri France, puis aujourd'hui Yara France (filiale d'un groupe norvégien).

La SOFICAR (Société française des fibres de carbone, filiale d'un groupe japonais), seul producteur français et principal producteur européen est créée à Abidos en 1985.

D'autres sont venues notamment dans le cadre de la reconversion de l'usine Péchiney, avec quelques succès remarquables comme Calliope (produits phytosanitaires) devenu Arysta Life Science EAME (filiale d'un groupe japonais), ou Nacanco (couvercles pour boîtes de boisson) devenu Rexam Beverage Can France (filiale d'un groupe anglais), ou avec quelques difficultés comme Knauf Insulation (panneaux isolant en polystyrène expansé extrudé) et malgré des échecs comme celui des Carreaux d'Aquitaine (carreaux céramiques).

Et d'autres continuent d'arriver comme l'usine de bioéthanol Abengoa Bioenergy (groupe espagnol) dont les premières installations sont en cours de démarrage à Lacq et qui en 2008 utilisera du maïs comme matière première, ou sont en projet comme la centrale électrique de 800 MW fonctionnant au gaz naturel annoncée en mai 2006 par Endesa (groupe espagnol) avec un achat de terrain à Os-Marsillon.

Mais l'événement peut être le plus important - il appartient à l'avenir de le confirmer - est probablement la création en 1976 de la SOBEGI (Société béarnaise de gestion industrielle) avec un démarrage effectif en 1978: ce concept, nouveau à l'époque, d'une plate-forme industrielle viabilisée et dédiée à la chimie fine, qui offre aux industriels non seulement les terrains dont ils ont besoin mais tout un ensemble de services "à la carte" et à prix coûtants tels que l'énergie, les fluides industriels, le personnel de fabrication, la maintenance, le bureau d'études reste exceptionnel. Aujourd'hui le concept SOBEGI, qui accueille neuf entreprises et compte près de sept cents emplois, s'est avéré industriellement bon et est devenu un modèle pour la reconversion de l'UdL.

Aujourd'hui (4), cinquante ans après le démarrage de la première tranche de traitement du gaz, les entreprises recensées sur la zone de Lacq comptent quelques 6 600 emplois, dont 3 500 dans les usines et 2300 dans les services industriels. Il est intéressant de souligner que dans une période où la France a vu ses emplois industriels diminuer, ceux de cette zone ont augmenté. Mais ces emplois concernent encore, comme à l'origine du complexe et en très grande majorité, des produits intermédiaires. Il est possible d'imaginer ce que pourrait apporter dans cette zone des industries de transformation de ces produits comme, par exemple, celle de la fibre de carbone.

Cinquante ans après ce démarrage, la population de la zone de Lacq est d'environ 27 000 personnes, soit près de deux fois et demi celle de l'avant Lacq; presque toutes les communes de cette zone ont vu leur population augmenter, certaines de façon spectaculaire comme celle d'Artix multipliée par quatre. Mourenx, avec une population d'environ 7 700 personnes n'a pas confirmé le pic des années 1960, cela pouvant s'expliquer d'une part par le vieillissement de la population (départ des enfants devenus adultes) et d'autre part par l'accession à la propriété qui s'est faite plus volontiers dans d'autres communes.

Cinquante ans après ce démarrage, il apparaît que le complexe et la zone de Lacq sont devenus industriels à part entière avec de solides atouts pour le succès de la reconversion déjà bien amorcée, et notamment:

- l'acquisition incontestable d'une solide culture industrielle orientée chimie qui a succédé à la culture rurale. Cela est notamment la conséquence de la composition du gaz de Lacq qui a entraîné à la fois l'acquisition de compétences et de savoir faire dans le traitement des problèmes de sécurité et à la fois l'ouverture vers la chimie avec le souci de valorisation des coproduits du méthane;

- avec, et c'est un corollaire et toujours de ce domaine de la chimie, le développement d'un environnement intellectuel de recherche constitué notamment par le Centre de Recherches de Lacq, devenu le GRL Arkema (Groupement de recherches de Lacq) et l'UPPA;

- l'existence de deux plate-formes industrielles, classées "Seveso" (réglementation qui n'existait pas en 1957!), celle de SOBEGI et celle de Lacq, avec toute les infrastructures et l'environnement nécessaires pour accueillir de nouvelles industries chimiques, dont en particulier la possibilité, maintenant autorisée, d'utiliser le gisement de gaz pour y injecter des déchets.

Cinquante ans, enfin, pendant lesquels les dirigeants de la SNPA, puis d'Elf Aquitaine et aujourd'hui de Total n'ont cessé d'accompagner ce bouleversement économique, tant dans ses débuts que, maintenant, dans la nécessaire reconversion de Lacq et, ce, notamment:

- au début des années 1960, par l'installation à Mourenx d'un Service d'Economie Régionale, directement rattaché à la présidence, chargé d'évaluer l'impact de Lacq;
- avec la création, en 1972 du Bureau de Développement Economique (BDE), association Loi de 1901 entre plusieurs collectivités locales et la SNPA, destinée à prendre le relais du Centime du Sud-Ouest venant à échéance, et dotée, chaque année, d'une subvention égale au montant total de cette réduction. Le BDE, maintenant en sommeil, intervenait, d'une part, par des aides financières (prêts et prises de participation) aux PME des Pyrénées Atlantiques et des Hautes Pyrénées via sa filiale financière Sébadour et, d'autre part, par des opérations spécifiques telles que la création de la SOBEGI;
- avec les créations du CETRA (Centre d'Etudes Techniques de la Région Aquitaine), d'Adour Automatismes, du Pole polymères et de Créacol qui apportent des moyens de recherche et un soutien technique aux PMI régionales;
- avec la création, en 1978, de la Société de financement régional Elf Aquitaine, SOFREA, outil de reconversion du groupe, devenu en janvier 2006 TDR (Total Développement Régional). SOFREA a accompagné les opérations de reconversion de la zone de Lacq qui ont suivi l'arrêt de l'usine Pechiney et TDR accompagne maintenant celles de la reconversion de Lacq (5).
- avec la participation à la création en 2000 de Chemparc, Groupement d'intérêt public (GIP) initié par le Conseil général des Pyrénées Atlantique, la Communauté de communes de Lacq et SOBEGI pour la reconversion de Lacq.

## Notes

(1) La plus grande partie des informations concernant la période du démarrage du complexe de Lacq viennent de deux études publiées par le Service Economie Régionale de la SNPA en 1964: "Evolution de la zone de Lacq (1954-1964)" et "Historique et développement du complexe de Lacq".

(2) Ces vingt quatre communes sont: Abidos, Abos, Arance, Argagnon, Artix, Arthez de Béarn, Audéjos, Besingrand, Denguin, Gouze, Labastide-Cezeracq, Lacq, Lagor, Lahourcade, Lendresse, Maslacq, Monein, Mont, Mourenx, Noguères, Os-Marsillon, Pardies, Tarsacq et Vielleségure.

(3) Au recensement de 1968, cette zone de Lacq compte 27 424 habitants dont 10 734 pour Mourenx (Ville nouvelle et Bourg).

(4) Les informations concernant la situation actuelle ont été données par la Communauté de communes de Lacq.

(5) Créée à l'origine pour aider des entreprises régionales, SOFREA/TRD est progressivement devenu l'organe de reconversion du groupe, amené à intervenir dans toutes les régions de France où des emplois sont supprimés. Toutefois c'est dans les Pays de l'Adour et plus particulièrement dans le Béarn que son action a été la plus importante: intervenant sous forme de prêts aux entreprises créatrices d'emplois, elle a été l'origine de l'installation dans le Béarn de plusieurs entreprises comptant aujourd'hui plusieurs centaines d'emplois comme, par exemple, PCC (fonderie de titane et d'aciers spéciaux) à Ogeu ou Aquitaine Pharm International (façonnage pharmaceutique) du groupe Pierre Fabre à Idron.